

Rapporteure générale en charge de l'Europe et de l'international : Isabelle AMAUGER

**Avis du CESER sur le dossier du Conseil régional
« L'intervention régionale post-séisme dans le cadre de la coopération
décentralisée avec le territoire de la Grand'Anse »**

1. Rappel des propositions du Président du Conseil régional

Le Conseil régional mène depuis 2011 une coopération avec l'Association des maires de Grand'Anse en Haïti. Depuis 2017, suite aux dégâts de l'ouragan Matthew, un programme de développement agricole visant à accroître la productivité, à structurer les filières pour assurer la sécurité alimentaire et à lutter contre la déforestation et l'érosion des sols est soutenu par la Région au profit de la région de la Grand'Anse. Ce programme s'appuie sur l'expertise de deux ONG, le partenariat avec l'association des maires de la Grand'Anse et avait commencé à porter ses fruits. La Région a bénéficié d'un financement du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour ce programme.

Le séisme qui a frappé Haïti le 14 août 2021 a causé des dégâts très importants, amplifiés par la tempête tropicale qui a suivi, qui nécessiteront des années de reconstruction.

L'aide d'urgence étant organisée par les ONG, le Conseil régional souhaite poursuivre sa politique de coopération en déployant des moyens en deux phases, la première visant à répondre aux besoins alimentaires, la seconde visant à reconstruire le programme agricole de Grand'Anse. Il propose d'affecter une enveloppe de 100 000 € pour accompagner les ONG et l'Association des maires de Grand'Anse dans cette reconstruction.

2. Observations du CESER sur les propositions du Conseil régional

Le CESER approuve ce soutien d'urgence dans le domaine alimentaire et agricole, qui s'inscrit dans la continuité d'une coopération bien établie et repose sur des partenariats de qualité. Il se félicite que la coopération avec l'un des pays les plus pauvres du monde et fortement touché par des catastrophes naturelles et climatiques demeure prioritaire.

Le CESER appelle à ce que les femmes trouvent une place centrale dans ce programme, pas seulement dans l'exécution des actions mais aussi dans les processus et instances de décision.

Le CESER s'inquiète de l'évolution de la situation politique du pays qui, sans remettre en cause le bien-fondé de la coopération entre la Bretagne et la région de la Grand'Anse, pourrait la rendre plus difficile à mettre en œuvre.

Vote sur l'avis du CESER

L'intervention régionale post-séisme dans le cadre de la coopération décentralisée avec le territoire de la Grand'Anse

Nombre de votants : 84

Ont voté pour l'avis du CESER : 84

Ont voté contre l'avis du CESER : 0

Se sont abstenus : 0

Adopté à l'unanimité